

# La Russie prétend jouer les arbitres

ALAIN BARLUET  @abarluet

LE MARÉCHAL Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est de la Libye, a le talent d'exaspérer Moscou, tant par ses impérities militaires, – son offensive sur Tripoli, lancée au printemps 2019, vient de virer au désastre – que par ses fougades, par exemple lorsqu'il avait claqué la porte des négociations inter-libyennes organisées dans la capitale russe, l'hiver dernier.

Néanmoins, les observateurs s'accordent à penser que Vladimir Poutine n'est pas près de lâcher le chef de l'Armée nationale libyenne (ANL). Ce dernier, estiment les experts, restera une carte, plus ou moins importante, dans le jeu russe en Libye, pour faire avancer l'objectif recherché par Moscou : s'ériger en arbitre dans ce pays en plein chaos, riche en hydrocarbures et porte stratégique vers le Grand Sud.

De façon symptomatique, face à Haftar, la contre-offensive engagée par les forces du Gouvernement d'union nationale (GNA) de Favez al-Sarraj, soutenu par les Turcs et reconnu par les Nations unies, s'est arrêtée à Syrte. C'est que la Russie a fait de la région centrale une « ligne rouge », à la fois militaire et diplomatique. Dès la mi-mai, Moscou a miné les abords ouest de Syrte et a déployé une douzaine de chasseurs sur la grande base aérienne centrale de Joufra. « Les mercenaires du groupe Wagner, qui s'étaient repliés de Tripolitaine fin mai, sont désormais stationnés à Syrte », relevait tout récemment une note de l'Observatoire des pays arabes, basé à Paris.

Moscou continue de réfuter tout lien avec ces mercenaires, également présents en Syrie et qu'un récent rapport de l'ONU évaluait au nombre de 1 200 en Libye. En dépit du déni officiel, les médias libéraux en Russie ont publié plusieurs témoignages de ces jeunes hommes, motivés essentiellement par la solde, – ce qui a d'ailleurs conduit certains d'entre eux à passer de Syrie en Libye où la paie serait meilleure. Plusieurs y ont perdu la vie.

Avec la supervision de l'armée russe, le groupe Wagner se chargerait aussi de recruter des combattants syriens pour renforcer les rangs de Khalifa Haftar, selon une information, le 7 juin, de l'agence Reuters démentie par Moscou. Ces supplétifs syriens pro-Haftar, de même que des Janjaouids soudanais, également récemment regroupés dans la région cruciale de Syrte.

## Risque de partition

« Une solution militaire n'est pas la plus probable », estime Ivan Botcharov, spécialiste du Proche-Orient au conseil russe des Affaires étrangères, un centre soutenu par le MID, le Quai d'Orsay russe. « Cela signifie que si les parties belligérantes ne parviennent pas à trouver une solution politique au conflit, la Libye restera très longtemps un pays divisé en deux. Dans ces conditions, la Russie peut prendre l'initiative de proposer à al-Sarraj et à Haftar l'établissement d'un cessez-le-feu négocié avec la médiation conjointe de la Russie et de la Turquie », estime M. Botcharov.

Selon cette perspective, Moscou encouragerait plutôt l'horizon qui se dessine désormais : une entente,

un « condominium » entre la Turquie, maîtresse de l'Ouest, et la Russie, qui dominerait le centre et protégerait l'Est, zone d'influence traditionnelle de son allié égyptien. Néanmoins, selon la note citée plus haut, « la situation n'est pas encore à ce stade de maturité toutefois, et il est probable qu'Ankara cherche dans un premier temps à éprouver la résolution de Moscou quant à sa ligne rouge – sans aller jusqu'à l'affrontement direct ». Ni Moscou, ni Ankara, qui doivent concilier leurs ambitions sur un échiquier complexe, en Syrie, en Libye et en Méditerranée, n'y ont intérêt. « Les mercenaires russes se sont ainsi repliés ouvertement depuis Tarhounah (à 80 km au sud-est de Tripoli, NDLR) vers Syrte sans être inquiétés par les drones turcs, alors que ces derniers avaient établi un blocus strict de la ville », relève encore le document de l'Observatoire des pays arabes.

À en croire Grigori Loukianov, professeur à la Haute école d'économie de Moscou, la Russie a pour atout de « conserver un crédit de confiance entre toutes les parties au conflit ». Elle dispose aussi, ajoute l'expert, « de canaux de communication direct avec Aguila Saleh (le président de la Chambre des représentants, basé à Tobrouk) et le gouvernement de l'Est et a l'expérience de la coopération avec la Turquie et l'Égypte ». Avec un bémol toutefois, comme l'affirme Alexandre Tkatchenko, chercheur à l'Institut Afrique de l'Académie des sciences : « Moscou, dit-il, n'a pas de visées napoléoniennes pour la Libye. Il ne faut pas exagérer son importance dans la politique extérieure russe. » ■

Si les belligérants ne parviennent pas à trouver une solution politique au conflit, la Russie peut prendre l'initiative de proposer à al-Sarraj et à Haftar l'établissement d'un cessez-le-feu négocié avec la médiation conjointe de la Turquie

IVAN BOTCHAROV,  
SPÉCIALISTE  
DU PROCHE-ORIENT  
AU CONSEIL RUSSE DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES